



Elections Européennes 2019 :
Contribution d'Oxfam aux programmes
des partis

1. Introduction

Oxfam est une organisation internationale humanitaire et de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté. A travers le monde, Oxfam travaille afin de trouver des moyens novateurs et pratiques pour que les populations se sortent de la pauvreté. Nous sauvons des vies, nous aidons à rétablir des moyens de subsistance en situation de crise et nous menons des campagnes pour que les voix des personnes en situation de précarité influent sur les décisions locales et globales qui les affectent.

2. Bilan global

Depuis plusieurs décennies, l'Union européenne a été une force politique majeure dans la promotion de la paix, de la démocratie et de la prospérité partagée. Toutefois, dans le climat politique fragile et fracturé d'aujourd'hui, le sens même de l'Union européenne est remis en question. La confiance dans les alliances internationales s'érode et les pays, tant au sein de l'Europe qu'au-delà, adoptent des politiques régressives et isolationnistes. En réponse, l'UE se referme sur elle-même et permet à ses politiques d'être façonnées par des agendas politiques court-termistes définis par un petit nombre d'États membres, plutôt que par des objectifs de développement durable à long terme qui bénéficieraient à tous.

Le monde est confronté à une crise globale des inégalités. Un fossé croissant entre les riches et les pauvres contribue à diviser les sociétés et à attiser les sentiments populistes. Une partie de ces inégalités croissantes provient de pratiques néfastes telles que l'évasion fiscale, qui enrichit les riches tandis qu'elle emprisonne les plus vulnérables dans la pauvreté.

À l'heure actuelle, les pays en développement perdent plus de 100 milliards de dollars par an à cause de l'évasion fiscale des multinationales – de l'argent pouvant financer des services publics vitaux tels que la santé et l'éducation. Les inégalités sévissent également dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires de l'Union européenne, où quelques grands acteurs utilisent leur pouvoir disproportionné pour faire pression sur les petits fournisseurs agricoles dans les pays en développement, créant ainsi des conditions de travail déplorables pour les travailleurs.

Les inégalités génèrent et entretiennent la pauvreté. Cette année, 736 millions de personnes vivent dans des conditions d'extrême pauvreté¹, tandis que des millions d'autres sont touchées par des urgences humanitaires et des catastrophes naturelles. Les crises de grande ampleur en Syrie, au Yémen, au Myanmar et au Soudan du Sud se poursuivent, alors que la violence, la faim et les déplacements de populations dans des pays tels que la République centrafricaine restent sous-financés et ne suscitent que peu l'attention des médias. Des crises prolongées et des situations d'urgence soudaines ont officiellement maintenu 65 millions de personnes éloignées de leurs foyers.

Tandis que la plupart de ces personnes sont déplacées au sein de leur pays d'origine ou dans leur vaste région, plus de 170 000 migrants et réfugiés sont arrivés en Europe par la mer en 2017. La majorité d'entre eux ont traversé la Méditerranée centrale – la voie migratoire où le plus grand nombre de décès a été enregistré dans le monde. Près de 3000 migrants ont perdu la vie ou ont été portés disparus au cours de la dernière année.

Alors que la migration est sans doute le principal défi politique de notre époque, le changement climatique reste la plus grande menace pour notre planète et ses populations. Nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif des 1.5°C de l'Accord de Paris, et le changement climatique

¹ <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/09/19/decline-of-global-extreme-poverty-continues-but-has-slowed-world-bank>

impacte la sécurité alimentaire et les droits fonciers des populations pauvres qui sont plus exposées à cette menace.

Oxfam estime que cette élection est une occasion cruciale pour restaurer la confiance dans l'UE et dans les avantages du multilatéralisme mondial. Cela nécessite que les candidats s'unissent derrière une vision de l'Europe qui soit juste, équitable et bienveillante. Nous pensons que l'UE peut travailler pour tous ses membres tout en restant fidèle à ses valeurs fondatrices de dignité humaine, de liberté et d'égalité. Les défis globaux du monde d'aujourd'hui exigent un leadership politique visionnaire qui dépasse les politiques de court-terme et les intérêts égoïstes. Pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, les responsables politiques européens doivent agir maintenant.

Oxfam demande aux Partis Politiques Européens de répondre à quatre priorités lors du prochain mandat Européen :

- Les inégalités
- Les migrations et l'asile
- La coopération au développement et l'aide humanitaire
- Le changement climatique

3. Inégalités

a. Justice fiscale

La confédération Oxfam travaille depuis plus de 10 ans sur les enjeux relatifs au système fiscal international et dispose d'une expertise politique et technique considérable en matière de fiscalité mondiale. Nous pensons qu'un système fiscal équitable est essentiel pour éradiquer la pauvreté et les inégalités d'ici 2030.

En 2018, la richesse des milliardaires a augmenté de 2,2 milliards d'euros par jour. La croissance économique bénéficiant aux riches, le reste de la société en pâtit et les plus pauvres sont les plus durement touchés. Des systèmes fiscaux bien conçus, qui redistribuent les richesses et qui permettent de dépenser dans les services publics, constituent l'un des moyens les plus efficaces pour les gouvernements de réduire les inégalités et la pauvreté, tout en maintenant une croissance durable. L'imposition des bénéficiaires des entreprises, en particulier des grandes entreprises prospères, est l'une des formes d'imposition les plus progressistes. Cela génère plus de ressources pour les budgets nationaux et, lorsque ces ressources sont investies dans les services publics, cela réduit les inégalités.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **Promouvoir des politiques fiscales progressives** pour lutter contre les inégalités croissantes dans le cadre du Semestre Européen. Cela implique de veiller à ce que les politiques fiscales dans l'UE **favorisent l'égalité des sexes** et soient complètement conformes aux engagements en matière de cohérence des politiques au service du développement. L'UE doit **mettre un frein au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés**, facilité par la réduction du taux d'imposition sur les sociétés et par l'utilisation de pratiques fiscales dommageables telles que les régimes spéciaux applicables aux brevets **en adoptant un taux d'imposition minimum effectif** raisonnable et suffisant.
- **Adopter une législation sur le Reporting Public Pays par Pays** pour veiller à ce que les multinationales payent leur juste part d'impôt afin de permettre aux Etats de développer des services publics tels que la santé et l'éducation, qui s'attaquent directement aux inégalités.

Ceci est particulièrement important pour les pays en développement qui perdent plus de 100 milliards de dollars par an à cause de l'évasion fiscale des multinationales.

- **Soutenir la création d'un organe fiscal intergouvernemental** sous les auspices des Nations Unies, pour garantir que les pays en développement puissent participer sur un pied d'égalité à la réforme mondiale des règles fiscales internationales.
- **Adopter une législation sur les règles communes en matière d'imposition des sociétés, connue sous le nom d'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS)**, tout en promouvant une alternative qui puisse transformer le système actuel d'imposition des sociétés au niveau international.
- **S'engager à définir la liste noire des paradis fiscaux selon un processus plus transparent et objectif, exempt d'intérêts politiques, renforçant la sélection et les critères.**
- Conformément au nouveau cycle de réformes à venir mené par l'OCDE, communément appelé BEPS 2.0, soutenir le remodelage du système fiscal international pour le rendre plus adapté à la réalité des entreprises du XXI^e siècle et à celle d'une économie de plus en plus digitalisée. La réforme doit être transformatrice et ne pas être uniquement réservée aux seuls géants de la haute technologie, et doit accorder une attention particulière à son impact potentiel sur les pays en développement.

b. Des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus justes

Alors que les inégalités sont généralisées dans l'ensemble de l'économie mondiale, le secteur agro-alimentaire ne fait pas exception. Plus tôt cette année, Oxfam a révélé que des millions de femmes et d'hommes qui produisent notre nourriture sont pris au piège dans la pauvreté et sont confrontés à des conditions de travail déplorables, malgré les milliards de dollars de profits réalisés dans l'industrie alimentaire². Nos recherches montrent que, tandis que la part touchée sur le prix final par les supermarchés augmente, celle perçue par les producteurs de denrées alimentaires diminue.

Les supermarchés européens contribuent à ce système polarisé. Au sommet, les géants alimentaires dominent les marchés mondiaux, s'autorisant à tirer le meilleur parti de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales en imposant des pratiques commerciales déloyales à leurs fournisseurs telles que les retards de paiement ou les charges rétroactives. Au bas de l'échelle, le pouvoir de négociation des petits exploitants et travailleurs agricoles s'érode de plus en plus gravement. Cela se traduit par des salaires de misère et des conditions de travail épouvantables pour les femmes et les hommes produisant la nourriture pour les supermarchés du monde entier.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **Le parlement et les Etats membres doivent ratifier le texte final adopté en Décembre 2018 de directive européenne sur les pratiques commerciales déloyales dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire.** Lorsque les Etats membres traduiront cette directive dans leur législation nationale, ils devront étendre la liste des pratiques commerciales déloyales interdites, et s'assurer que leurs autorités d'application nationales ont la capacité de s'attaquer aux supermarchés qui abuseraient de leur position dominante.

² <https://www.oxfam.org/en/pressroom/pressreleases/2018-06-21/poverty-and-inequality-major-ingredients-supermarket-supply>

- **Réformer le droit de la concurrence** pour briser la concentration du pouvoir par l'acheteur dans le secteur agro-alimentaire et prendre en compte les préoccupations liées au développement durable.
- Adopter **une législation sur le devoir de vigilance** en matière de droits humains pour obliger les entreprises à redoubler d'efforts pour éliminer les abus dans leurs chaînes d'approvisionnement, en particulier alimentaires, notamment contre l'exploitation des femmes.

4. Réfugiés et migrations

a. Au sein de l'Europe

Oxfam répond aux besoins des réfugiés et migrants en Italie, en Grèce, en Espagne et en Serbie, en leur fournissant un abri, de la nourriture et un accès à des conseils juridiques et à un soutien psychosocial. Nous discutons avec des femmes, des enfants et des hommes qui ont survécu à la torture, aux abus sexuels et aux naufrages au cours de leurs voyages. Oxfam a directement assisté à la dévastation actuellement causée par des politiques européennes inadaptées, et nous voulons promouvoir des solutions alternatives positives.

Le nombre de nouveaux arrivants en Europe via la Méditerranée a diminué par rapport au pic enregistré en 2015, mais la situation s'est aggravée pour beaucoup de réfugiés et de migrants en Europe. Les capacités des systèmes d'accueil dans les pays d'arrivée de l'Union (Grèce et Italie) sont dépassées. Les demandeurs d'asile sont souvent écartés du système officiel par des conditions de vie et de sécurité médiocres, ainsi que par le manque d'informations sur les moyens légaux de demander l'asile ou de retrouver les autres membres de leur famille dans d'autres pays européens.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **Mettre en place un système d'asile sûr, juste et efficace, offrant un accès aux services de base** à tous les demandeurs d'asile. Cela inclut l'accès à une alimentation saine, à l'eau, à une assistance médicale, à des informations et une assistance juridique.
- **Garantir que les membres de la famille d'une personne réfugiée puissent se réunir dans l'ensemble des pays d'accueil.**
- **Partager la responsabilité de l'accueil des réfugiés de manière égale, dans le cadre du nouveau système Dublin qui a été proposé.** Le parlement européen a présenté des propositions d'un nouveau règlement de Dublin, meilleur que le système actuel et soutenu par une large majorité qui se retrouve au sein de tous les groupes politiques. Cette proposition devrait servir de base aux négociations et à un accord final entre la Commission et les États Membres.
- **Mener des opérations de recherche et de sauvetage avec le seul objectif de sauver des vies et de soutenir les activités de recherche et le sauvetage des ONG.** De plus, les personnes sauvées dans les eaux internationales ne devraient pas être renvoyées en Lybie, pays à propos duquel les Nations Unies ont alerté sur les risques encourus dans le cadre des débarquements, et où il a été prouvé que les migrants sont victimes de torture et de viol.

b. Au-delà de l'Europe

La coopération avec les pays tiers en matière de migration doit être fondée sur le respect des droits humains et du droit international ; promouvoir des procédures inclusives, responsables et transparentes ; et œuvrer en faveur des personnes déplacées, des migrants, et des communautés des pays d'accueil et de destination. Cela implique d'identifier des opportunités pour soutenir les initiatives de migrations régionales qui favorisent le commerce transfrontalier et l'accès aux marchés, et de s'abstenir de convenir de politiques de "gestion" de la migration avec des Etats ne respectant pas les droits humains.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **Investir dans les avantages de la migration pour le développement**, en mettant en place les conditions permettant aux personnes déplacées et aux migrants de contribuer au développement durable de leurs propres communautés, des communautés d'accueil, et de leurs pays d'origines. L'aide devrait être distribuée en fonction des besoins, et son efficacité ne devrait être mesurée que par la réalisation des objectifs de développement, non par "la lutte contre la migration".
- **Coopérer avec les pays du monde entier pour remédier à la situation des réfugiés et des migrants et réduire les dangers et la discrimination dont ils sont victimes.** Cela implique d'investir dans des programmes de mobilité régionaux rendant les voyages moins chers et plus sûrs, ainsi que de développer des voies sûres et régulières vers l'Europe pour les réfugiés et les migrants, quels que soient leurs niveaux de compétences.
- **Soutenir les systèmes de sécurité des pays partenaires uniquement lorsque ceux-ci contribuent à l'instauration de la paix et de la stabilité, d'un développement inclusif et durable, du renforcement des capacités gouvernementales et de la démocratie, de l'Etat de Droit de la protection des droits humains.** L'appui au secteur de la sécurité devrait évaluer de façon exhaustive et participative les besoins en matière de sécurité, de sûreté et de protection des différents groupes, y compris les femmes et les groupes les plus vulnérables.
- **Répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles réfugiées et migrantes** dans le cadre des programmes d'aide et promouvoir leurs rôles en tant qu'actrices d'un changement positif et inclusif.

5. Coopération pour le développement et aide humanitaire

a. Combattre la pauvreté

Le travail d'Oxfam auprès des populations confrontées à la pauvreté et à l'injustice dans le monde nous donne une compréhension unique de l'importance et de l'impact de la coopération au développement de l'UE. L'engagement de l'UE en faveur de l'élimination de la pauvreté et dans la promotion des Objectifs de Développement Durable – en particulier l'engagement de ne laisser personne de côté - est sapé par sa préoccupation de "lutter contre les migrations", d'accroître la sécurité et de promouvoir la privatisation et les partenariats commerciaux unilatéraux. Pour maintenir son leadership mondial en matière d'élimination de la pauvreté et de développement international, l'UE doit prioriser le développement durable dans son programme d'actions extérieures.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **S'assurer que l'aide au développement de l'Union européenne serve principalement à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités.** La coopération au développement doit suivre le cadre politique solide basé sur le traité de Lisbonne, le programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris. En l'absence d'objectifs de développement et de garde-fous solides, l'aide sera déviée vers d'autres domaines d'intérêts politiques tels que la lutte contre les migrations, la sécurité ou le commerce.
- **Continuer à renforcer le rôle de la société civile**, en créant un environnement favorable à la participation des citoyens et de la société civile afin de faire progresser les droits humains, la bonne gouvernance et la responsabilité démocratique. Cela devrait inclure un financement dédié et une implication accrue des organisations de la société civile dans le processus de prise de décisions, en particulier pour les organisations de droits des femmes et féministes, et les défenseur.es des droits humains.
- **Continuer de se concentrer sur les pays et les populations les plus démunis.** Cela inclut l'Afrique sub-saharienne et les Pays les Moins Avancés (PMA), sans oublier les défis liés aux droits humains, à la pauvreté et aux inégalités dans les Pays à Revenu Intermédiaire (PRI).
- **Faire preuve de prudence sur le renforcement du rôle du secteur privé dans la coopération au développement.** L'aide au développement de l'UE ne devrait être utilisée que pour soutenir des investissements privés dans des projets ayant un impact prouvé sur le développement durable, qui contribuent à l'objectif fondamental de l'Agenda 2030, notamment en ce qui concerne le respect des obligations en termes de droits humains, l'amélioration de l'action climatique et la réduction des inégalités de genre. Le financement de l'aide de l'Union européenne devrait être utilisé pour les services publics et pour l'amélioration du bien-être des populations locales, non comme une subvention pour les entreprises européennes.

b. Aide humanitaire

Les conflits et les catastrophes naturelles ont laissé près de 201 millions de personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire vitale³. Oxfam répond aux conflits en Syrie, au Yémen, au Myanmar et au Soudan du Sud, qui ont causé des souffrances indicibles et des déplacements de populations, particulièrement de femmes et de filles. Dans le même temps, la sécheresse et l'insécurité alimentaire dans l'Est et dans la Corne de l'Afrique ont mis en péril les moyens de subsistance des communautés et ont prolongé les crises dans des pays comme la Somalie, piégeant les populations dans l'insécurité alimentaire et la pauvreté, créant ainsi un nouveau cycle de dévastation. Dans le même temps, le droit international humanitaire continu d'être bafoué et les travailleurs humanitaires – principalement les employés locaux et les premiers intervenants – sont la cible des parties belligérantes.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **Continuer à être un chef de file mondial en matière d'assistance aux personnes dans le besoin, en particulier dans le cadre des crises humanitaires.** L'UE devrait promouvoir les

³ Global Humanitarian Report, 2018:<http://devinit.org/post/global-humanitarian-assistance-report-2018/>

principes humanitaires et le consensus de l'UE sur l'aide humanitaire sans interférence liée à des agendas extérieurs et en évitant la sécurisation de l'aide.

- Les bailleurs de l'UE devraient continuer à **intégrer l'aide humanitaire et l'aide au développement**, tout en tirant les leçons du Nexus Humanitaire-Développement dans les pays pilotes⁴. Un élément important de ce travail consiste à renforcer et à assurer la résilience des individus et des communautés. Pour cela, l'UE devrait soutenir les approches par lesquelles les communautés expriment elles-mêmes leurs besoins et leurs préoccupations.
- **Promouvoir et financer un environnement dans lequel les organisations de défense des droits des femmes et les organisations dirigées par des femmes jouent un rôle moteur** dans l'identification des besoins avant, pendant et après les crises. Aider ces organisations à devenir des leaders du changement et à fournir une assistance sensible au genre.
- **Augmenter encore le budget d'aide humanitaire à 2 milliards d'euros par an** afin de répondre aux besoins humanitaires mondiaux.

6. Changement climatique

Le changement climatique affecte de nombreuses communautés avec lesquelles Oxfam travaille, en sapant leurs moyens de subsistance par des changements graduels de la température et des précipitations et du niveau des mers, et en augmentant la fréquence et / ou l'intensité de catastrophes telles que les inondations et les sécheresses. À l'échelle mondiale, la fréquence et l'impact des catastrophes augmentent. Le nombre de personnes touchées par une catastrophe a doublé au cours des années 90 et, chaque année depuis 2000, plus de 250 000 personnes perdent leur maison, leur gagne-pain ou leur santé. Oxfam s'est engagée à intégrer les stratégies d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe (RRC) dans ses programmes, dans des contextes où le changement climatique et les catastrophes sont un facteur important de pauvreté et de souffrance. La vulnérabilité aux catastrophes et au changement climatique est une préoccupation majeure pour Oxfam car elle perpétue et aggrave la pauvreté des populations les plus vulnérables. Les impacts ressentis empêchent les personnes - en particulier les femmes - de jouir de leurs droits fondamentaux.

Recommandations pour l'Union européenne :

- **Introduire et encourager des politiques conformes à l'objectif de 1,5 ° C de l'Accord de Paris.** L'UE devrait avoir pour objectif de décarboner entièrement tous les secteurs de son économie avant 2050. Cela nécessitera une révision rapide et plus ambitieuse de ses objectifs climatiques à l'horizon 2030.
- **Exclure l'utilisation non durable à grande échelle de la bioénergie de la stratégie à long terme de l'UE** en raison de ses incidences sur l'utilisation des sols, sur la sécurité alimentaire et sur l'environnement. La priorité de l'UE devrait être de réduire les émissions grâce à une réduction de la demande énergétique, à une augmentation de l'efficacité énergétique et à la promotion d'énergies renouvelables durables telles que l'énergie éolienne et solaire. L'UE devrait améliorer le cadre de durabilité du paquet 2030 sur le climat et l'énergie.

⁴ https://ec.europa.eu/europeaid/policies/fragility-and-crisis-management/resilience-building-humanitarian-development-nexus_en

- **Accomplir sa part de l'engagement pris, dans le cadre de l'Accord de Paris, par les pays développés de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement d'ici 2020.** Cette aide devrait être basée sur des subventions et priorisée pour l'adaptation dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Ce financement accru pour le climat ne devrait pas se faire au détriment du financement du développement. Il est essentiel que l'UE introduise de nouvelles sources de financement supplémentaires pour les actions internationales en faveur du climat, telles que la taxe sur les transactions financières (TTF) et les revenus provenant de l'échange de droits d'émission (ETS).

- **Promouvoir activement l'adoption d'une taxe sur les transactions financières (TTF) dans tous les États membres** et soutenir activement les pays désireux d'agir plus rapidement que les autres grâce au mécanisme de coopération renforcée. Cette taxe aiderait à financer la lutte contre le changement climatique et contribuerait à réduire les inégalités.

7. Conclusion

Dans un discours à l'Association irlandaise d'études européennes contemporaines, le président irlandais, Michael D Higgins, a déclaré: *«Nous sommes arrivés... à un tournant décisif dans l'histoire du projet européen. Nous sommes à un moment où un nouveau départ est nécessaire - et où un nouveau départ est possible. Ensemble, nous pouvons insuffler une nouvelle vie à la vision européenne et, ce faisant, nous allons également sauver un modèle sur lequel les peuples des autres continents posent leur regard et considèrent comme un exemple pour leur coopération future.»*⁵

Au cours de la prochaine législature, les avancées de l'Europe doivent viser essentiellement à améliorer le sort de notre humanité commune, en forgeant une solidarité qui s'étend à l'extérieur de ses frontières. Pour ce faire, les institutions de l'UE doivent s'attaquer aux problèmes mondiaux liés aux inégalités économiques - y compris les inégalités de genre – du changement climatique et de la migration.

L'UE doit maintenir son leadership mondial fort en matière de coopération au développement et d'aide humanitaire afin de garantir que les personnes touchées par la pauvreté, les conflits ou les crises reçoivent le soutien et la protection dont elles ont besoin. Oxfam est prête à aider en cela.

⁵ <https://www.president.ie/en/media-library/speeches/creating-a-new-moment-for-the-european-union-problems-and-prospects>